



« Hercule » : Un projet de déstructuration d'EDF visant à la privatisation.

Le 20 juin, le PDG d'EDF a présenté aux syndicats son projet de casse, qui voudrait séparer l'entreprise en deux entités : une liée à la production (nucléaire, hydraulique et thermique...) et l'autre regroupant les activités de distribution, commercialisation et services. Aucune idée de l'échouage des fonctions supports (DTEO), de l'avenir de R&D, ou des activités d'ingénierie hors nucléaire ... une avancée majeure vers la libéralisation et la privatisation !

Un pas de plus vers le pillage d'une entreprise qui a déjà versé à l'Etat plus de 22 Mds€ de dividendes ces dernières années !

L'état lui-même ponctionne régulièrement des sommes colossales en dividendes à EDF. Qu'en sera-t-il d'actionnaires privés ? Il s'agit bien évidemment d'une question de rhétorique, des actionnaires privés se « gaveront » sans se soucier de l'avenir industriel et encore moins des implications sociales.

Dans le projet de séparation, permettant une session importante de parts de l'entreprise au privé, l'objectif se voit très clairement : Placer d'un côté la partie industrielle, celle qui demande le plus d'investissement et de l'autre, la partie commerciale celle qui rapportera le plus de dividendes à l'actionariat. C'est donc cette partie qui rapporte qui serait privatisée partiellement, en particulier ENEDIS. La bonne vieille méthode de l'investissement public (nos impôts) pour des bénéficiaires privés.

ENEDIS : La vache à lait des investisseurs privés friands de dividendes sans engagement à long terme.

Rien de surprenant donc qu'ENEDIS, qui a remonté, en 2017, **659 M€ sur 4Mds€ d'EBITDA cash**, soit positionnée directement dans le groupe dont le capital serait ouvert.

Entreprises privatisées à 35% ! Il s'agit là d'activités où les gains de productivité semblent amener rapidement des liquidités dans les caisses ... **En effet, la particularité des activités régulées, c'est l'assurance d'un retour de cash sur investissement, sans risque et sans se soucier du long terme, dont sont friands les fonds de pensions.**

Le 19 septembre sera une grande journée d'action au sein d'EDF et de ses filiales. L'union des syndicats CGT Framatome est solidaire et partie prenante de cette action .

Les salariés d'EDF, représentés par leurs syndicats (dont la CGT, premier syndicat du groupe) ont bien conscience des risques pour l'avenir industriel du nucléaire en France. Ils ont également bien conscience qu'un avenir industriel incertain, ce sont des risques pour l'emploi et les conditions sociales associées.

Des actions de différents types seront organisées sur tous nos sites (distribution de tracts, information, permanence des militants, débrayages...)





Des propositions concrètes pour assurer l'avenir de la filière nucléaire française :

Renationaliser EDF : possible avec 5 Mds d'€, soit 15% de la dette ou 4 ans de dividendes

Le PDG et les gouvernants politiques doivent décider de revenir au service public dans une entreprise intégrée !

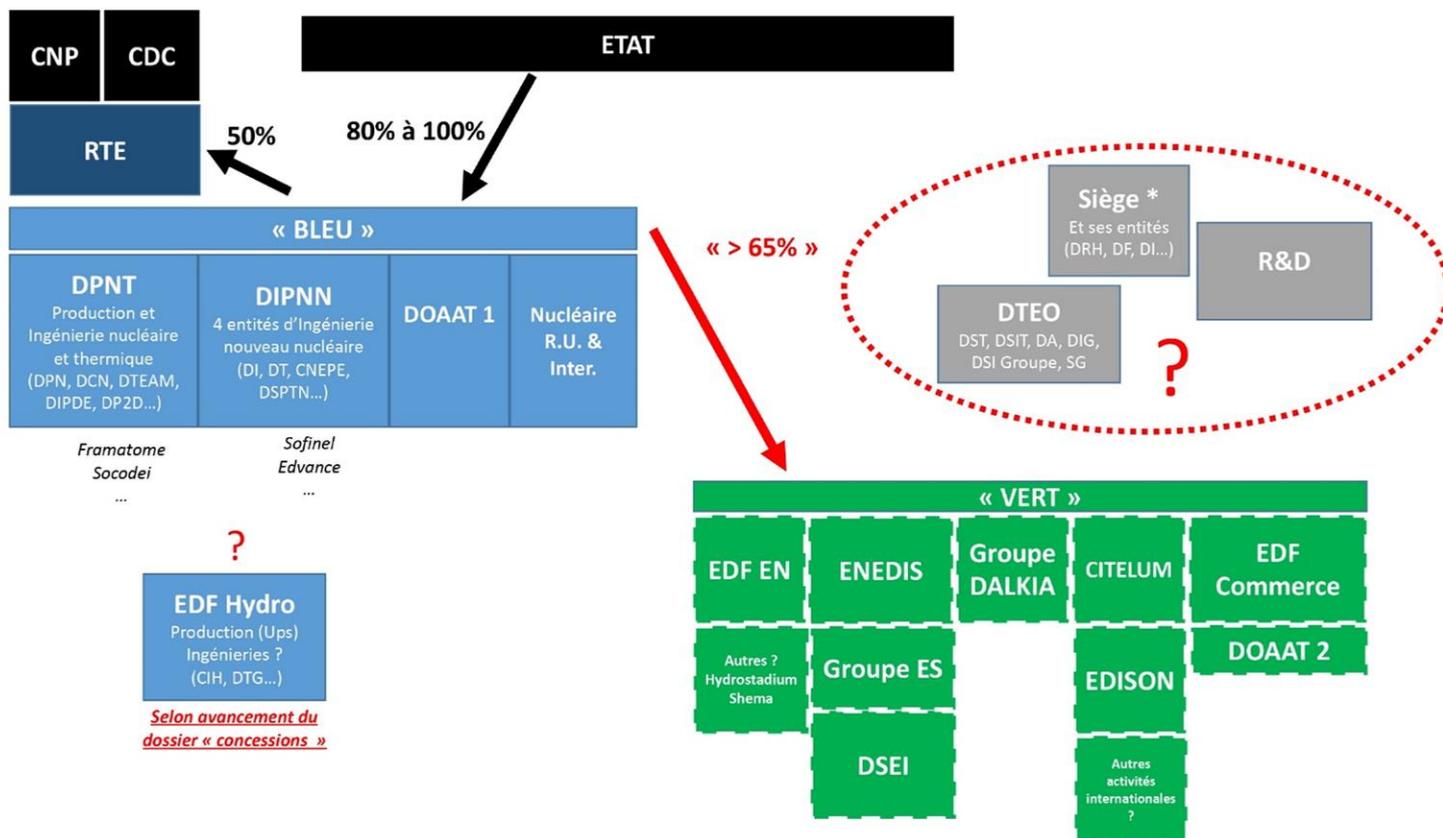
Faisons retirer ce projet de casse définitive d'EDF, entreprise de Service Public de l'Électricité, concoctée par un groupe de financiers déconnectés des métiers...

En ce sens, la CGT est force de proposition pour apporter de réelles solutions et invite l'ensemble des salariés, retraités et usagers à participer aux diverses mobilisations et initiatives organisées par ses syndicats, comme à celles pilotées par l'intersyndicale EDF.

L'appel à la journée d'action nationale, le 19 Septembre 2019, sera une première étape et doit être un point fort. D'ici là, les militants de l'union des syndicats CGT Framatome sont à votre disposition ;

Une délégation rencontrera des représentants d'EDF le 19 septembre à St-Marcel.

Schéma du projet :



Modalités des actions locales